

GROUPEMENT DE CABINETS

REPUBLIQUE DU SENEGAL
A.R.M.P

Autorité de Régulation
des Marchés Publics

CABINET BEMF/For Africa

(EXPERTISE PASSATION DES MARCHES PUBLICS)

Sis au Point E (Rue de THIES x DIOURBEL)

DAKAR.

Tel : 00 (221) 33.824.49.13

E-mail : bemfall@yahoo.fr

BP: 1176/R.P.

CABINET G.T.I

(EXPERTISE COMPTABLE)

Sis à V.D.N x Liberté 6 Extension

N°88-Cité J.C.L. DAKAR

Tel : 00 (221) 33.867.56.55

E-mail : gti_expertises@hotmail.com

B.P: 21711 Dakar Ponty

MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES DES AUTORITES CONTRACTANTES AU TITRE DE LA GESTION 2011

(GROUPE IV)

RAPPORT DEFINITIF

DE LA PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT (PNA)

AVRIL 2013

SOMMAIRE

0 - ABREVIATIONS ET SIGLES

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1.- DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

1.1.2 - Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

1.1.2.3- Support informatique

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

1.3 CONSTATS D'AUDIT

1.3.1- Echantillons

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

1.3.3- Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN ŒUVRE

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1 Modalités de fonctionnement de la C.P.M

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

3.2.2.3- Fonctionnement des C.S.C.M

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

3.2.3- Quid de la Régulation ?

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution financière

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- DOSSIERS D'APPELS D'OFFRES (D.A.O)

4.2.1.1- Rappels succincts

4.2.1.2- Constats spécifiques

4.2.1.3- Commentaires spécifiques

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

4.2.2.2- Constats spécifiques

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

4.2.3.2- Constats spécifiques

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

4.2.5.2- Constats spécifiques

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE**4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier**

4.3.1.1-Concernant les engagements

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE

4.4.1- Concernant les travaux routiers

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION**5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES**

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

CHAPITRE VI - DOCUMENTS ANNEXES (MARCHES AUDITES / POINTS DE VERIFICATION

0 – LISTE DES ABREVIATIONS ET SIGLES

AOO	Appel d’Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNQCE	Commission Nationale de Qualification et de Classification des Entreprises de BTP
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l’Administration Générale et de l’Equipement
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DASP	Direction d’Appui au Secteur Privé
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Proposition
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l’Economie et des Finances
NCMP	Nouveau Code des Publics
PM	Premier Ministre

PNA Pharmacie Nationale d'Approvisionnement

PPM Plan de Passation des Marchés

PV Procès Verbal

RAPEV Rapport d'Evaluation

TTC Toutes Taxes Comprises

HTT Hors Toutes Taxes

DDP Droits de Douanes Payés

UEMOA Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

CHAPITRE I - RESUME EXECUTIF DE LA MISSION

1.1 - DEROULEMENT DE LA MISSION

1.1.1 - Contexte

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues a posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

Il s'y ajoute que cet Audit de la gestion 2011 doit capitaliser sur les acquis et les enseignements tirés des Audits annuels précédents (**depuis l'exercice 2008**). Il faudra, désormais, prendre en compte certains aspects névralgiques constatés auprès de certaines structures spécifiques telles que :

- ✓ **Les Etablissements Hospitaliers** qui commandent des matériels biomédicaux dont les caractéristiques se révèlent très complexes et les fournitures très sensibles (au plan quantitatif et qualitatif) à l'exemple de la P.N.A (qui a finalement entraîné des impératifs de réaménagement du code des Marchés Publics).
- ✓ **Les Agences d'exécution et les structures d'infrastructures**, par exemples, qui nécessitent plus de visibilité **dans les taux d'exécution technique** de leurs prestations (Pourcentage de travaux réalisés **Versus** taux de paiement effectué). Ce qui impose, désormais, la présence dans les missions d'Audit d'Ingénieurs Spécialisés (en Génie Civil, en Génie Rural, en Infrastructures Hydro-Agricoles, etc). Il s'y ajoute qu'en cas de nécessité, pour mieux apprécier, la pertinence des choix des marchés et des fournisseurs ou autres prestataires, la mission d'Audit doit se doter de ressources humaines spécifiques pour des domaines particuliers dénommés « **Experts domaines** ».

Le consultant compte, pour l'audit 2011, apporter une **valeur ajoutée substantielle** que l'on peut résumer sommairement comme suit :

- **Une diversification satisfaisante des marchés** à auditer, en fonction de leur nature, de leur mode de passation ou de leur caractère dérogatoire ou non sur la base d'un échantillon très représentatif.
- **Des observations pertinentes corrélées à des recommandations pointues** (accompagnées de leurs modalités de mise en œuvre) à l'issue **d'une démarche innovante**, à savoir :
 - **Les rapports spécifiques d'ingénieurs spécialisés** notamment dans des marchés de travaux, d'équipements spéciaux (**Agronomes, Vétérinaires, Informaticiens, Biomédicaux, Pharmaciens, etc.**)
 - **Les contributions techniques substantielles** d'experts de « domaines » ciblés et identifiés lors de la mission proprement dite face à des Autorités Contractantes à activités spécifiques ou sectorielles telles que : **les hôpitaux et structures médicales, les projets d'agriculture et d'hydraulique, les projets de routes et d'infrastructures diverses**. Les experts choisis pour cette tâche seront **des spécialistes de très haut niveau** dans leurs domaines de compétences respectives à quoi s'ajoutent des **compétences complémentaires avérées en matière de passation des marchés**

1.1.2- Modalités d'intervention

1.1.2.1- Audit des procédures de passation

Tous les marchés retenus, dans le cadre de la présente revue, ont fait l'objet de vérifications détaillées sur la base des canevas fournis dans les TDR. Les points de vérification concernent toutes les étapes de la procédure de passation des marchés publics (**allant de l'avis d'appel d'offres ou lettre de consultation pour AOR ou DRP jusqu'à l'attribution définitive**).

Des points de contrôle supplémentaires ont été ajoutés, en cas de besoin, à l'initiative justifiée du consultant afin de déceler tous les points de non-conformités au code.

La revue de conformité a porté **sur un échantillon assez représentatif (en conformité avec les exigences des TDR)**, composé de :

- . **AOO** (2 marchés sur 4 sont examinés soit: **50%**)
- . **AOI** (13 marchés sur 20 sont examinés soit : **65%**)
- . **ED** (17marchés sur 17 sont examinés soit) : **100%**)
- . **DRP** (4 marchés sur 5 sont examinés soit) : **80%**)

1.1.2.2- Audit de l'exécution physique

SANS OBJET

1.1.2.3- Support informatique

Tous les travaux de revue sont **consignés électroniquement sur des clés USB** comprenant pour chaque marché audité :

- . Une fiche de description narrative de l'ensemble de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Un canevas des points de vérification des différentes étapes de la procédure de passation (**en WORD**)
- . Une fiche synoptique qui fait la synthèse de la procédure de passation (**sur EXCELL**)

1.2 - CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

La PNA s'est conformée, dès l'avènement du nouveau code des marchés publics (**en 2007**), en mettant en place tous ses organes de passation des marchés, à savoir :

La Commission des Marchés de la PNA a été renouvelée le 10 Mars 2011 par note de service **n°00408/MSP/PNA/DIR/CPM**

La Cellule de Passation des Marchés de la PNA a été renouvelée le 12 Février 2010 par la **note de service n°218/MSPHP/PNA** conformément à l'arrêté n°011586 du 28/12/2007 pris par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances en application de l'article 35 du code des Marchés Publics relatif aux Cellules de passation des marchés des autorités

contractantes. A cet effet, elle reçoit les dossiers techniques élaborés pour la constitution des DAC par les services dépeniers concernés et assure la mise en forme administrative et réglementaire de toutes les étapes de la procédure de passation des marchés. Elle est ainsi chargée d'établir les rapports de présentation, de même qu'elle prend en compte tous les aspects liés à la veille réglementaire en matière de gestion des marchés publics, de la consultation, du classement et de l'archivage de tous les documents de marchés. Elle prend en charge, également, les relations incidentes avec les autorités compétentes du dispositif des marchés publics telles que l'ARMP et la DCMP. **Cependant, aucun document sur le renouvellement de la commission des marchés et de la cellule de la passation des marchés pour la gestion 2011 ne nous a été communiqué.**

1.3- CONSTATS D'AUDIT**1.3.1 – Echantillonnage**

Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres (AON)	4	271.071.321	2	222.514.321	50,00	82,09
A.O International(AOI)	20	5.558.452.221	13	3.723.743.038	65,00	66,99
Entente directe	17	2.630.293.069	17	2.630.293.069	100,00	100,00
DRP	5	59.455.103	4	28.542.422	80,00	48,01
TOTAL	46	8.519.271.714	36	6.605.092.850		

L'échantillonnage des marchés à auditer s'est strictement basé sur les principes édictés dans les TDR de la mission, ce qui a donné **le tableau ci-après largement commenté dans le chapitre 2 à venir** et comprenant des graphiques assez illustratifs des taux de couverture atteints pour les marchés, objet de la présente revue.

1.3.2- Constats généraux relatifs à la passation et à l'exécution des marchés

On remarque que les marchés par Entente Directe se révèlent relativement assez élevés par rapport à l'ensemble des marchés passés en 2011 (soit : 47% en nombre et 40% en valeur). Toutefois, cette particularité tient surtout aux spécificités des marchés exécutés par la PNA qui intervient dans le secteur des médicaments et produits pharmaceutiques ou de laboratoires.

1.3.3 - Constats spécifiques relatifs à la passation des marchés

La PNA se singularise par des marchés à gros montants passés par Entente Directe de l'ordre de 40% à quoi s'ajoute une importante part de marchés passés par Appel d'Offres International pour un montant cumulé de l'ordre de 56%.

1.3.4- Constats spécifiques relatifs à l'exécution financière

1.4 -- SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

1.4.1 - Concernant la préparation des dossiers d'appels d'offres

Nous n'avons pas de commentaires particuliers sur la préparation des DAO de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

1.4.2 - Concernant les aspects liés à l'exécution financière des marchés

Nous n'avons pas de commentaires particuliers sur les aspects liés à l'exécution financière des marchés de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

CHAPITRE II - DISPOSITIF ET METHODOLOGIE DE L'AUDIT

2.1- RAPPEL DES TERMES DE REFERENCE (T.D.R)

a)Rappel des Objectifs de la Mission

L'ARMP, en conformité avec le Code des Marchés Publics (dans sa récente version) découlant des directives de l'UEMOA, commande, chaque année, des Audits (ou revues à posteriori) menés de façon indépendante par des Cabinets Spécialisés en vue de vérifier la régularité des procédures appliquées par les Autorités Contractantes en matière de passation des marchés publics.

Ainsi, des échantillonnages aléatoires sont effectués par les Cabinets d'Audit sur les marchés de type et de nature différents et selon chaque mode de passation.

b) La Conception des Services (Problèmes à résoudre)

Au-delà des vérifications récurrentes sur les causes d'anomalies et de non-conformités décelées habituellement sur les procédures de passation des marchés, il est désormais, impérieux **de comprendre et d'expliquer**, à l'issue des missions d'Audit, ce qui suit :

- Les longs délais observés et dénoncés par toutes les A.C sur le processus de contrôle à priori effectué par la DCMP sur les marchés atteignant les seuils de contrôle.
- Le nombre important des D.R.P (en montant et en volume) malgré les observations relevées par les Audits précédents notamment sur les aspects liés au fractionnement, à la Collusion des Prestataires et au renchérissement relatif des prix des marchés. A quoi, s'ajoutent les abus relatifs aux défauts de publicité, de transparence, d'informations et d'équité dans la procédure de candidature.
- Les causes (justifiées ou non justifiées) des marchés par Entente Directe avec l'apparition récente (dans la dernière version du code) de la **notion d'urgence simple** face à celle ancienne **d'urgence impérieuse**.

En plus, il est devenu urgent de s'interroger sur la question de savoir si, **en matière de sécurité et sécurité-défense**, les motifs évoqués doivent-ils relever davantage de l'A.C (Présidence, Forces Armées, Intérieur) ou de la nature de la commande (Confidentialité ou relevant de la sécurité nationale) ou des deux à la fois.

2.2- METHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Le Consultant, en vue de l'atteinte des objectifs spécifiques de la mission, va adopter une démarche innovante afin de résoudre les problèmes nouvellement identifiés dans les missions d'Audit. Ainsi, la méthodologie va s'articuler comme suit :

- a) **Prise de contacts**, dès signature du Contrat et réception des lettres d'introduction signées par l'ARMP, avec les P.R.M des A.C du Groupe concerné grâce à l'accompagnement et à la facilitation de l'Expert de l'ARMP désigné à cet effet.
- b) **Calage des Réunions de prises de contacts** de la mission auprès de chaque A.C et finalisation d'un Chronogramme précis des activités sur la base du Plan de travail inclus dans le présent rapport.
- c) **Dépôt à J+10 du rapport préliminaire d'orientation** méthodologique de la mission de l'ARMP qui fera l'objet d'une validation par le client.
- d) **Recherche documentaire et investigations** diverses auprès des A.C afin de recueillir, de façon exhaustive, les données nécessaires au déroulement de la mission (**ces données devant être confrontées avec celles obtenues auprès de la DCMP et du Portail des Marchés Publics**). Il s'agit de :
 - Plans de Passation des Marchés (de la 1^{ère} à la dernière version existante) pour chaque A.C ainsi que les copies des AGPM.
 - Les Etats d'exécution budgétaire.
 - Les Balances auxiliaires des Comptes fournisseurs.
 - Les Extraits de grands livres.
 - Les Arrêtés (ou Décisions) de Nomination des Membres de la C.P.M et de la C.M pour l'année à Auditer (2011).
 - La charte d'Ethique et de transparence **signée dûment** par les membres de la C.P.M et de la C.M (Exercice 2011).
 - Le système (et les locaux) d'archivage et de classement des contrats et marchés.
 - L'organigramme de la structure, de l'A.C.

2.3- DESCRIPTION DES TRAVAUX D'AUDIT

2.3.1- Audit des procédures de passation des marchés

Vérification d'Amont en Aval de la conformité et de la régularité de l'ensemble des procédures de passation pour les Marchés définitivement retenus sur l'échantillon pour chaque A.C.

Cette étape passe, nécessairement par **l'utilisation stricte des tableaux-types inclus dans les TDR (Annexes 2 à 8)** que le **consultant prévoit d'améliorer, au besoin qualitativement**, notamment en ajoutant **des points de vérification additionnels**, comme suit :

EXEMPLES, à titre d'illustration (**que le Consultant compte introduire en plus**).

EXEMPLE 1- ANNEXE 2 : A.O.O

Les points de vérification **additionnels à prévoir** seraient :

- ✚ L'A.O.O est National ou International ?
- ✚ L'A.O.O est-il sans pré-qualification, avec pré-qualification ou en 2 étapes ?

EXEMPLE 2- ANNEXE 3 : A.O.R

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Description de la Procédure d'autorisation de l'A.O.R par la DCMP ?
- ✚ Les motifs évoqués : Urgence simple ? Urgence Impérieuse ?

EXEMPLE 3- ANNEXE 4 : PRESTATIONS INTELLECTUELLES

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le choix de la méthode de sélection est-il judicieux ?
- ✚ Le score minimum et le système de pondération sont-ils objectifs ?

EXEMPLE 4- ANNEXE 5 : D.R.P

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Le degré de probabilité des cas de **collusion et surtout leur récurrence par rapport à l'année N-1**
- ✚ Les cas de simulacre de concurrence (Montants des devis ou factures « Pro-forma » en progression arithmétique / géométrique pour la couverture d'un attributaire choisi d'avance).

EXEMPLE 5- ANNEXE 6 : ENTENTE DIRECTE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les Rapports annuels requis pour les Marchés par E.D sont-ils faits régulièrement ?
- ✚ La mesure du taux de régression des marchés passés par E.D
- ✚ Les marchés par E.D comportent-ils systématiquement la clause de vérification à posteriori des prix de revient du titulaire.
- ✚ Le degré d'amélioration des motifs de rejet ou d'acceptation par la DCMP pour les marchés E.D (soumis à leur autorisation), si l'on tient compte des nécessités de justifications formulées en fonction de la nature des A.C

EXEMPLE 6- ANNEXE 7 : QUALITE, TRANSPARENCE ET EFFICACITE DES OPERATIONS DE PASSATION DES MARCHES.

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ L'identification du nombre de révisions des PPM
- ✚ Les justifications des révisions de PPM (du fait d'ajustements budgétaires, de nouveaux financements, de changement de modes de passation imposé ou non par la DCMP).

EXEMPLE 7- ANNEXE 8 : ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

Les points de vérification **additionnels à prévoir**, seraient :

- ✚ Les vérifications de signature ou non de la charte d'éthique et de transparence par les membres de la CPM et de la CM.
- ✚ Le respect ou non des délais règlementaires de convocation des Membres de la C.M.
- ✚ La régularité des Procès Verbaux élaborés par la C.M
- ✚ La remise systématique des P.V d'ouverture des plis aux Candidats à titre d'informations.

Identification des facteurs récurrents de non-conformité au Code des Marchés Publics, des anomalies majeures constatées, **en tenant compte de la nature de la présente mission et de son degré d'encadrement** ainsi que **des recommandations issues des Audits précédents mais non respectées (notamment par comparaison avec l'exercice N-1)** avec une démarche d'établissement de données statistiques pertinentes (analyse comparative ou différentielle selon l'approche descriptive).

Cela favorisera une meilleure reformulation des nouvelles recommandations de la mission et d'en tirer des éléments substantiels de formation continue et de renforcement des capacités des Acteurs de la commande publique.

Elaboration de rapports individuels pour chaque Autorité Contractante en mettant en exergue (conformément aux normes d'Audit international) ce qui suit :

- **Une opinion sur les procédures de passation** consécutivement à une appréciation globale (y/c note chiffrée) indiquant les violations éventuelles à la réglementation, les anomalies et points de non-conformité identifiées sur les procédures de passation et d'exécution des marchés.
- **Les recommandations pertinentes** pour le futur, dans une logique de :
Zéro recours, zéro plainte, zéro anomalie ou non - conformité au code.

L'ensemble des recommandations sera formulé comme suit :

- Indications claires et précises notamment sur **les marchés où ont été décelés des indices de fraudes ou de corruption** (exploitables par l'ARMP, la Cour des comptes ou l'I.G.E en cas de nécessité).
- Déclinaisons possibles en modules ou thèmes de formation en faveur des acteurs de la commande publique dans les P.G.F à venir !

Organisation de séances de restitution, au niveau de chaque Autorité Contractante concernée, des rapports provisoires en vue de recueillir des réponses sur les non-conformités et observations diverses émises par les auditeurs de la mission.

Elaboration de rapports individuels (versions définitives) pour chaque Autorité Contractante **avec prise en compte des réponses formulées dans les délais impartis par les A.C concernées sur les rapports provisoires** (avec version électronique et nombre d'exemplaires papiers requis, conformément aux TDR)

2.3.2- Audit de l'exécution financière des marchés

Cette disposition prise dans la présente mission d'Audit permet de mieux maîtriser les aspects de contrôle ci-après :

- ✚ La matérialité des dépenses effectuées (Etat d'avancement réel versus décomptes et factures payées aux titulaires).
- ✚ L'état réel des prestations (travaux, équipements, fournitures ou services) en conformité avec les prix, les caractéristiques, le cahier des charges, les prescriptions techniques, etc.
- ✚ La régularité des P.V de réception provisoire, réception partielle, réception technique, réception définitive face aux contraintes des spécifications techniques, des délais requis et des normes spécifiées.

- Les éléments justificatifs (au plan technique et financier) des avenants ou marchés complémentaires, des ordres de services divers émis par les Autorités Contractantes.

2.3.3 – Audit de l'exécution technique des marchés

Concernant cet **Audit d'exécution physique**, l'innovation par rapport aux Audits précédents, c'est d'intégrer dans la mission, des experts spécifiquement orientés au sujet, à savoir :

- **Des ingénieurs de spécialités** avec des profils pointus à identifier sur la base de l'échantillonnage des marchés et de la nature des Autorités Contractantes.
- **Des experts « domaines »** avec des profils spécifiquement adaptés (**identifiés à posteriori**) tenant compte du niveau de complexité des marchés retenus à l'échantillon.

L'Audit d'exécution physique va insister davantage sur certains marchés de travaux en développant, au besoin, **grâce aux ingénieurs du Génie civil ou d'autres spécialités à préciser, de véritables rapports d'expertises précisant :**

- La conformité physique des dits travaux aux P.V (de réception provisoire ou définitive) dument élaborés et signés par les Autorités Contractantes.
- La régularité des documents existants confrontés aux constats physiques.
- L'existence et l'état de fonctionnement des ouvrages ou équipements divers.
- La cohérence des quantités prévues versus réalisées et l'adéquation des prix unitaires pratiqués versus les prix du marché concerné.
- La mise à jour ou non des malfaçons, réserves ou anomalies relevées dans les P.V de réception (provisoire, partielle ou définitive).
- Le contrôle systématique des prix de revient dans le cas de marché par entente directe conformément au code.

2.4- CONSTITUTION DE L'ECHANTILLON D'AUDIT

2.4.1- Echantillon pour l'audit des procédures de passation

Réalisation d'un échantillon significatif de marchés à auditer conformément aux TDR avec **des taux de couverture minimum en nombre ou en montant**, définis comme suit

(conformément aux TDR) :

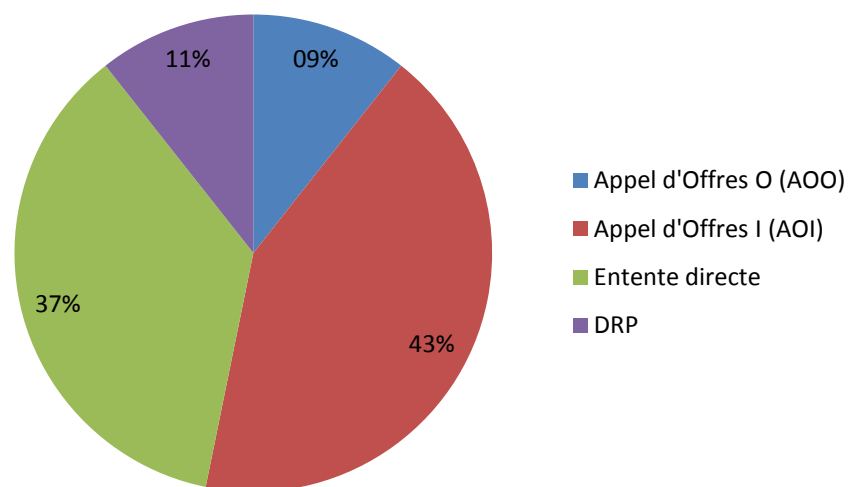
- a. Marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (à l'exclusion des marchés par E.D)..... : **15%**
- b. Marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des Marchés (à l'exclusion des Marchés par E.D)..... : **25%**
- c. Demandes de Renseignements et de Prix (D.R.P) exprimées soit en Volumes ou en Montants..... : **25%**
- d. Marchés passés par Entente Directe et A .O.R..... : **100%**

2.4.1.1- Mesures correctives de Raffinement de l'échantillon

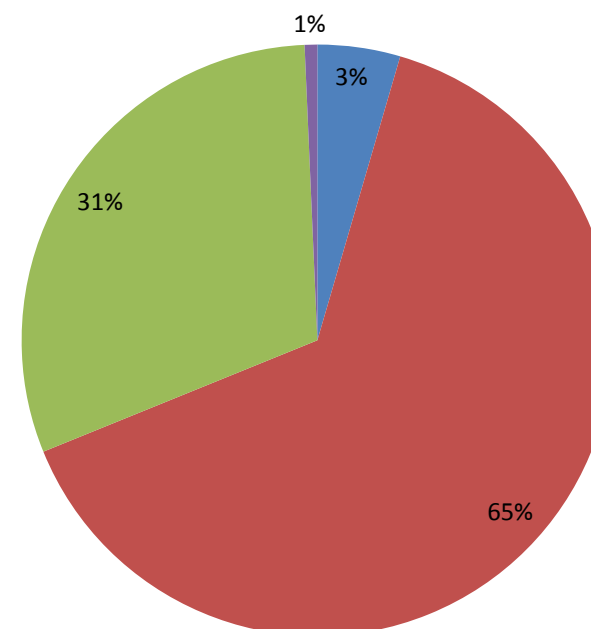
- Chaque Catégorie de marché (évoqué : a, b, c et d) doit comporter un nombre minimum de 10. Sinon, l'ensemble des marchés ≤ 10 sera audité.
- Chaque sous-population (par catégorie de marché) sera diversifiée tenant compte, à la fois :
 - **du mode de passation** : A.O.O, A.O.R, A.O avec Pré qualification, A.O en 2 étapes, A.O avec Concours, A.O.N, A.O.I.
 - **de la nature des marchés** : Travaux, Fournitures et Services Courants, Prestations Intellectuelles

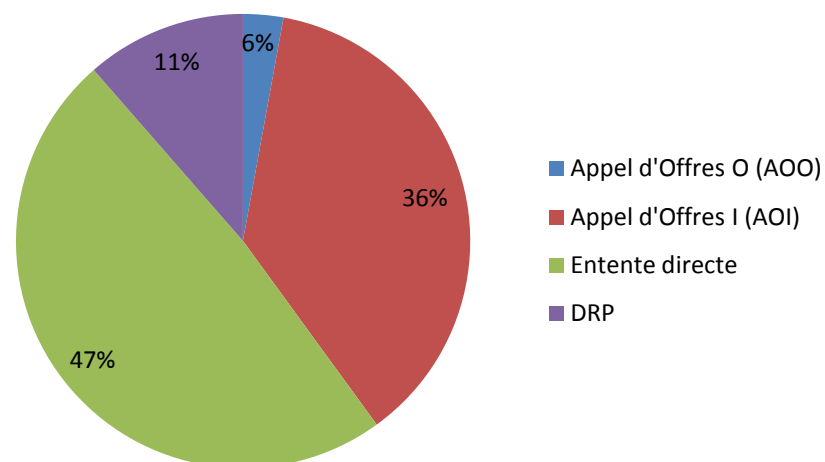
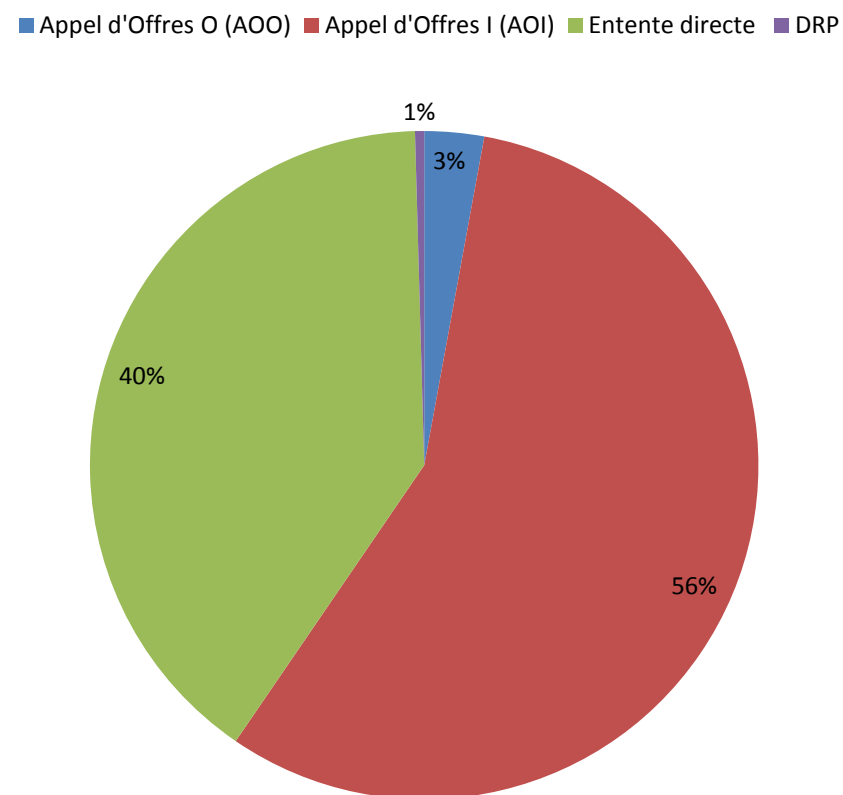
2.4.1.2- Description de l'échantillon finalement retenu

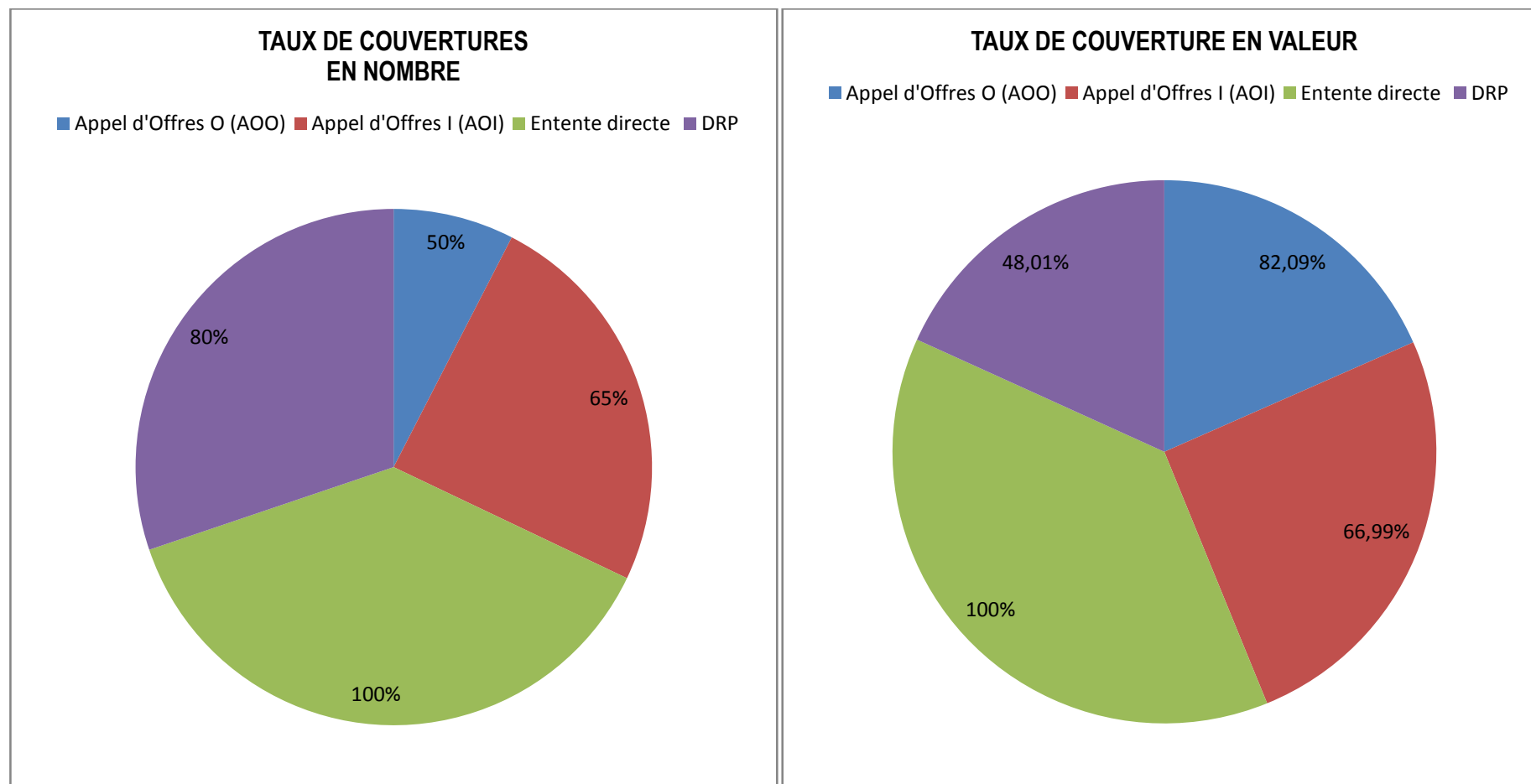
Modes de passation	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2011		Typologie des marchés examinés lors de la présente REVUE		Taux de couverture en %	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'Offres National (AON)	4	271.071.321	2	222.514.321	50,00	82,09
Appel d'Offres I (AOI)	20	5.558.452.221	13	3.723.743.038	65,00	66,99
Entente directe	17	2.630.293.069	17	2.630.293.069	100,00	100,00
DRP	5	59.455.103	4	28.542.422	80,00	48,01
TOTAL	46	8.519.271.714	36	6.605.092.850		

CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN NOMBRE****MARCHES PASSES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN VALEUR**

■ Appel d'Offres O (AOO) ■ Appel d'Offres I (AOI) ■ Entente directe ■ DRP



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR**MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011
EN NOMBRE****MARCHES EXAMINES AU TITRE DE LA GESTION 2011 EN
VALEUR**

DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

L'analyse descriptive de l'échantillon retenu, permet, sur la base du tableau et des graphiques ci-dessus, de confirmer ce qui suit :

. Le taux de couverture des marchés examinés dans la présente revue, s'est manifesté comme suit :

- . **A.O.O** (50% en nombre et 82,09% en valeur face aux taux prévus dans les TDR)
- . **A.O.I** (65 % en nombre et 66,99% en valeur)
- . **E.D** (100% en nombre et 100% en valeur)
- . **DRP** (80% en nombre et 48,01% en valeur)

. Le taux moyen pondéré relatif de chaque mode de passation par rapport au volume global des marchés passés, est calculé comme suit :

- . **A.O.O** (06 % en nombre et 03 % en valeur)
- . **A.O.I** (36 % en nombre et 56% en valeur)
- . **E.D** (47 % en nombre et 40 % en valeur)
- . **DRP** (11% en nombre et 01% en valeur)

2.4.2- Echantillon pour l'audit technique

2.4.2.1- Principes directeurs de l'échantillonnage

Réalisation d'un second échantillonnage de marchés destinés à l'audit d'exécution physique et qui porte sur **25% des marchés en cours d'exécution ou déjà réalisés durant la gestion concernée et en particulier avec le ciblage des marchés litigieux et de ceux passés par entente directe**

2.4.2.2- Marchés finalement retenus à l'audit technique

SANS OBJET

CHAPITRE III - AUDIT DU SYSTEME DES MARCHES

3.1- RAPPELS SOMMAIRES

3.1.1- Réglementation en vigueur

L'audit des marchés publics est une disposition impérative du code des marchés publics découlant spécifiquement de l'article 144 du chapitre 3 (**contrôle externe et a posteriori**).

A ce titre, il est judicieux de rappeler **les seuils de passation et de contrôle des marchés** (par nature : travaux, fournitures et services, prestations intellectuelles) applicables au Ministère des Forces Armées, d'une part et **les seuils d'approbation des marchés par les autorités compétentes de la PNA**, d'autre part.

Il s'y ajoute que la PNA est assujettie aux termes de **l'article 53.1 du code** et aux arrêtés ministériels d'application évoqués ci-après (**n°:11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS**)

3.1.2- Principes découlant de la réglementation

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES AU MINISTERE DES FORCES ARMEES EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTICLES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Types de marché	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	≥ 60	≥ 35
Fournitures et Services	15	150	40	400	≥ 30	≥ 25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	≥ 35

3.1.3- Procédures appliquées par l'Autorité Contractante

Seuils d'approbation	Autorité d'approbation
Montant du marché est supérieur ou égal à 50.000.000 FCFA mais inférieur à 100.000.000 F CFA	Le Directeur Général
Montant du marché est supérieur ou égal à 100.000.000 F CFA et inférieur à 500.000.000 F CFA	Le Ministre de l'Economie et des Finances
Montant du marché est supérieur ou égal à 500.000.000 F CFA	Le Premier Ministre

3.2- CONSTATS RELATIFS AU DISPOSITIF DES MARCHES PUBLICS

3.2.1- Responsabilisation des M.O et des M.O.D

3.2.1.1- Modalités de fonctionnement de la C.P.M

Le coordonnateur de la C.P.M devra mettre en place des mesures pratiques susceptibles de favoriser un fonctionnement optimal de la C.P.M, à savoir :

- le renforcement des capacités en gestion des marchés publics de tous les acteurs de la commande publique
- l'établissement régulier à la date du 31 mars de chaque année de son rapport annuel sur l'ensemble des marchés passés l'année précédente, conformément à l'article 143 du code.

3.2.1.2- Capacités organisationnelles de mise en concurrence

a) Commission des Marchés

La Commission des Marchés de la PNA a été renouvelée le 10 Mars 2011 par note de service n°00408/MSP/PNA/DIR/CPM

b) Cellule de passation des Marchés

Le chef de la cellule de passation des Marchés de la PNA a été nommé le 22 Juillet 2009 par **note de service n°01230/MSPHP/PNA/DIR**

La cellule de passation des marchés de la PNA a été renouvelée le 12 Février 2010 par la **note de service n°0218/MSPHP/PNA/DIR**, Conformément à l'arrêté n°011586 du

28/12/2007 pris par le Ministre d'Etat, Ministre de l'Economie et des Finances en application de l'article 35 du code des Marchés Publics relatif aux Cellules de passation des marchés des autorités contractantes.

c) ATTESTATION DE PRISE DE CONNAISSANCE DE LA CHARTE

Tous les membres de la cellule de passation des marchés de la PNA ont pris connaissance des dispositions de la charte d'éthique et de transparence en matière de passation des marchés et les différentes attestations ont été signées le 12 Février 2010.

d) PLAN DE PASSATION DE MARCHES

Le PPM initial pour la gestion 2011 de la PNA avait prévu 19 marchés.

e) AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM est paru dans le soleil du 13/01/2010. La PNA a communiqué son AGPM à la DCMP, par lettre n°00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/2011.

f)- SEUILS APPLICABLES A LA PNA

TABEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 11 580, 11 583 ET 11 584 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES EN APPLICATION DES ARTILES 138, 111 ET 112 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation par AO	Seuil de contrôle DCMP sur DAC	Seuil de contrôle DCMP sur Rapport d'évaluation	Seuil de contrôle DCMP sur Contrat	Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

3.2.2- Exercice des Contrôles

3.2.2.1- Rappels succincts

Le contrôle des marchés publics, conformément **aux articles 139 à 144 inclus du code**, est assuré :

- a) par la DCMP qui est chargée du contrôle a priori de la passation des marchés
- b) par les organes de contrôle interne qui effectuent un contrôle a posteriori à l'initiative de chaque autorité contractante
- c) par l'ARMP qui effectue un contrôle a posteriori au titre des missions annuelles de revue de conformité des procédures de passation des marchés publics, conformément à ses prérogatives institutionnelles.

3.2.2.2- Modalités d'exercice des contrôles

L'article 140 du code précise bien que la DCMP assure un contrôle a priori à toutes les étapes de la procédure de passation des marchés et en fonction des seuils arrêtés par les arrêtés du Premier Ministre et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

3.2.2.3- Fonctionnement de la C.P.M

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur le fonctionnement de la CPM de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

3.2.2.4- Rôle du contrôleur financier

Le contrôleur financier est rattaché depuis 2001 à la Primature. Il a pour vocation première d'examiner et de donner un avis sur les projets de lois, informer le Président de la République sur la gestion des finances publiques et éventuellement effectuer pour le compte de celui-ci des missions de contrôle.

3.2.3- Quid de la Régulation ?

SANS OBJET

CHAPITRE IV - AUDIT DE LA PASSATION ET DE L'EXECUTION DES MARCHES

4.1- CONSTATS GENERAUX SUR LA MISSION

4.1.1- Constats de carence documentaire

4.1.1.1- Carence documentaire concernant la passation des marchés

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la carence documentaire concernant la passation des marchés de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.1.1.2- Carence documentaire concernant l'exécution finale

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la carence documentaires concernant l'exécution finale l'AC Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.1.2- Identification de fractionnements potentiels

4.1.2.1- Rappels succincts de la réglementation

Les autorités contractantes ne peuvent, en aucun cas, fractionner les dépenses ou sous-estimer la valeur des marchés de façon à les soustraire aux règles qui leur sont normalement applicables, conformément aux termes de **l'article 54 du code**.

4.1.2.2- Evaluation des fractionnements décelés

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'évaluation des fractionnements décelés au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DES PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

4.2.1- Dossiers d'appels à candidature (D.A.C)

4.2.1.1- Rappels succincts

Les D.A.C doivent être élaborés, selon la procédure choisie, de façon à contenir la totalité des pièces et documents nécessaires à la consultation et à l'information des candidats, conformément aux termes de l'article 58 du code.

4.2.1.2- Constats spécifiques**a) APPEL D'OFFRES NATIONAUX****1)- APPEL D'OFFRES POUR LES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DE LA PHARMACIE REGIONALE D'APPROVISIONNEMENT DE KAOLACK.**

Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011. L'avis d'appel d'offres a été publié dans le quotidien le soleil du 11/10/10.

A l'ouverture des plis, neuf (09) offres ont été reçues des candidats suivants :

N° Plis	Désignation des soumissionnaires (offres recevables)	Montants des offres lues en public (TTC)	Constats sur la garantie de soumission	Constats sur les autres pièces requises
1	COMPAGNIE SENEGALAISE DES TP	194.594.514 FCFA		
2	SOCIETE AFRICAINE DE COMMERCE ET D'OUVRAGE	92.836.956 FCFA		
3	SOCIETE d'EQUIPEMENT DES TRAVAUX ET D'ASSISTANCE INTERNATIONAL	199.619.578 FCFA		
4	BAYE DAME GLOBAL BUSINESS SUARL	169.505.242 FCFA		
5	CENTRALE D'ETUDES ET DE CONSTRUCTION	183.570.785 FCFA		
6	ETUDES ET REALISATIONS GENIE CIVIL	171.911.132 FCFA		
7	GIE ENTREPRISE DIOP	114.518.585 FCFA		
8	SAHEL BULDING	145.833.334 FCFA		
9	TOUBA TRAVAUX PUBLICS	190.845.823 FCFA		

Après examen technique, deux candidats qualifiés ont présenté des offres conformes aux spécifications techniques et l'offre candidats du candidat COMPAGNIE SENEGALAISE DES TRAVAUX PUBLICS a été classée première et retenue.

Les offres des autres candidats ont été jugées non conformes. Les informations sur la publication de l'attribution provisoire n'ont pas été fournies. Le marché a été notifié le 21/07/11.

b) APPELS D'OFFRES INTERNATIONAUX**1) APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments antirétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.**

Il a été inscrit au PPM de la gestion 2010. Cet appel d'offres international AOI/PNA/ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM (paru dans le soleil du 13/01/2010).

L'avis d'AOI a été publié aux journaux : LE SOLEIL du 10/06/2010, WALFADJRI du 14/06/2010 et à JEUNE AFRIQUE N°2579 du 13 au 19 JUIN 2010. Ainsi, 54 Dossiers d'AOI ont été retirés par les candidats et 31 offres ont été enregistrées au registre de dépôt des plis. **il a été noté un pli déposé par D.H.L pendant que la séance d'ouverture des plis avait déjà démarré. Il s'agit du pli de STRIDES ARCOLAB INDE. Cependant ce pli n'a été ni enregistré ni ouvert.**

Après examen technique, la candidature de L'AFMED SUARL avec un montant de 93.121.000 FCFA a été jugée conforme et retenue. L'attribution provisoire a été publiée par voie d'affichage au niveau de la PNA et sur www.marchespublics.sn. Le marché a été notifié à AFMED SUARL.

2/ APPEL D'OFRRRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de MEDICAL PARTNER avec un montant de 137 299 220 F CFA a été jugée conforme et retenue . Le marché n'a pas été notifié à l'attributaire.

3)- APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de LABORATOIRES LAFRAN avec un montant de 39 445 804 F CFA

a été jugée conforme et retenue. Le marché a été notifié à l'attributaire définitif le 20 JANVIER 2011.

4)-APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Il a été inscrit au PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/2011. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de SIDHAAT LIFE SCIENCES (PVT) LTD avec un montant de 43.969.072 FCFA a été jugée conforme et retenue. Le marché n'a pas été notifié ; Il est relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

5)- APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Il a été inscrit au PPM de la gestion 2011. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de Technologies Services S.A.R.L avec un montant de 317.877.794 FCFA HD – HT a été jugée conforme et retenue.

6)- APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Le marché est bien indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de SSM Systèmes .Le marché n'a pas été notifié à l'attributaire.

7)- APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Le marché est bien indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de MATRIX Laboratoires Ldt avec un montant de 1.956.656.756 FCFA HD-HT a été jugée conforme et retenue.

8) APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Le marché est bien indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de **MACLEODS PHARMACEUTICALS LTD** avec un montant de **952.106.440 FCFA HD – HT** a été jugée conforme et retenue.

09) APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Le marché est bien indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de **TBS HEALTH CONSULTING** avec un montant de **273.635.577 FCFA HD – HT** a été jugée conforme et retenue.

10) APPEL D'OFFRES relatif à la fourniture de médicaments anti rétroviraux, matériels et réactifs de laboratoires.

Le marché est bien indiqué dans le PPM de la gestion 2011. Cet avis d'offres international AOI PNA ARV N°4/2010 fait suite à l'AGPM paru dans le soleil du 13/01/2010.

Après examen technique, la candidature de **DWORKS Meditech S.A** avec un montant de **1 126 492 635 F CFA HD – HT** a été jugée conforme et retenue. Le marché a bien été notifié à l'attributaire.

C) ENTENTES DIRECTES

1) ENTENTE DIRECTE relative à l'Acquisition de médicaments essentiels, génériques, matériels et consommables pharmaceutiques avec TROPICARE WCA SARL pour un montant de 217.835.210 FCFA

Le marché n'est pas inscrit dans le PPM de la gestion 2011 de la PNA.

La primature a adressé à l'ARMP une demande d'autorisation de passer un marché par E.D

L'autorisation a été accordée à la PNA par lettre n° 3080 /PM/CAB/BSC/SP du 14/07/2011

Le premier Ministre a fait allusion dans sa correspondance à l'état des stocks et des menaces sur la santé publiques du fait d'une rupture programmée de médicaments. La lettre portant avis favorable de la DCMP est fournie dans le dossier (lettre n°00063/ARMP/DG du 5 Aout 2011).

2) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES avec SIDHAANT LIFE SCIENCES (PVT) LTD pour un montant de 305.499.700 FCFA /HT-HD

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA, il a été approuvé le 28/09/2011

Le marché a été immatriculé à la date du 03/01/2011 et a été notifié au titulaire à la date du 09/01/2012

3) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 202.538.500 FCFA /HT-HD avec MULTI-G BVBA, LANGE LEEMSTRAAT 166 B-2018 ANTWERPEN-Belgique

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11.

Lettre n° 3080/PM/CAB/BCS/SP du 14/07/ que la PRIMATURE a adressée à l'ARMP, pour une autorisation de passer un marché par E.D

Lettre n°063/ARMP/DG du 05/08/11 de réponse adressée à Mr le 1^e Ministre sur l'autorisation accordée à la PNA de conclure un marché par entente directe, précisant que l'ARMP est disposée à apporter tout soutien nécessaire pour l'exécution conforme du marché. Par ailleurs, l'ARMP demande de prendre des dispositions pour inviter les fournisseurs à s'acquitter de la redevance de régulation.

Lettre n°063/ARMP/DG du 05/08/11 par laquelle, l'ARMP rappelle à l'attention du directeur de la PNA, les dispositions de l'article 75 du code des marchés publics qui précisent les conditions et modalités de passation de marché par entente directe ainsi que le profil des entreprises éligibles à ce type de marché.

Le marché a été approuvé le 02/01/2012 par le Ministère de l'Economie et des Finances, immatriculé le 03/01/2012 et notifié le 09/01/2012.

4) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 410.618.259 FCFA avec HOLDING COMPANY DES PRODUITS PHARMACEUTIQUES, CHIMIQUES ET DEZS EQUIPEMENTS MEDICAUX, 12, Rue Waked-Le Caire EGYPT

Le marché n'est pas inscrit dans le PPM de la gestion 2011 de la PNA

LA PNA a adressé à la DCMP, par lettre n° 3080 /PM/CAB/BSC/SP du 14/07/2011 une demande d'autorisation de passer un marché par E.D

La PNA a fait allusion à l'état des stocks et des menaces sur la santé publiques du fait d'une rupture programmée de médicaments.

La lettre portant avis favorable de la DCMP est fournie dans le dossier (lettre n°00063/ARMP/DG du 5 Aout 2011).

Le marché a été approuvé mais les informations concernant la notification n'ont pas été indiquées.

5) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 352 457 254F CFA avec SOTELMED, 36 RUE JULES FERRY DAKAR

Le marché n'est pas inscrit dans le PPM de la gestion 2011 de la PNA

La primature a adressé à la DCMP, par lettre n° 3080 /PM/CAB/BSC/SP du 14/07/2011 une demande d'autorisation de passer un marché par E.D

Le premier Ministre a adressé à la DCMP, par lettre n° 3080 /PM/CAB/BSC/SP du 14/07/2011 une demande d'autorisation de passer un marché par E.D

La PNA a fait allusion à l'état des stocks et des menaces sur la santé publiques du fait d'une rupture programmée de médicaments.

La lettre portant avis favorable de la DCMP n°00063/ARMP/DG du 5 Aout 2011. Le marché a été approuvé le directeur de cabinet du ministre délégué auprès du ministre d'Etat Ministre de l'économie et des finances. Le marché a été notifié à l'attributaire

6) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 305.499.700 FCFA /HT-HD avec PFIZER AFRIQUE DE L'OUEST, KM 18 ROUTE DE RUFISQUE

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA. Le marché a été approuvé le 02 janvier 2012 par Cheikh Sidya El Moctar Beye après signature du Dr Papa Birama Ndiaye. Le marché a été immatriculé à la date du 03/01/2011 et a été notifié au titulaire à la date du 09/01/2012.

7) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 192 225 000 F CFA /HT-HD avec DELTA MEDICAL

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA. Le marché a été approuvé le 02 janvier 2012 par Cheikh Sidya El Moctar Beye après signature du Dr Papa Birama Ndiaye. Le marché a été immatriculé à la date du 03/01/2012 et a été notifié au titulaire à la date du 02/03/2012.

8) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 45.022.194 FCFA avec DAFRA pharma GmbH Industriasse 11 CH-4665 OFTRINGEN, SUISSE

Le marché n'est pas inscrit au PPM de la Gestion 2011 de la PNA. La lettre portant avis favorable de la DCMP n°00062/ARMP/DG du 5 Aout 2011.

Le marché a été approuvé par le Directeur de la PNA le 14 Décembre 2011. Les informations concernant la notification n'ont pas été indiquées.

9) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 24.794.910 FCFA /HT-HD avec F HOFFMANN – LA ROCHETTE LTD, GRENZACHERSTRASSE 124 – 4070 BASEL SWITZERLAND

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA

Le marché a été approuvé le 14 Décembre 2011 par le Directeur de la PNA après signature du Dr Laity Gning.

Le marché a été immatriculé à la date du 26/12/2011 et a été notifié au titulaire à la date du 09/01/2012.

10) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 4.770.119 FCFA avec BSN Médical sas, 57 Boulevard DEMORIEUX 72058 LE MANS cedex 2 FRANCE

Le marché a pas été inscrit au PPM de la Gestion 2011 de la PNA

Le marché a été approuvé par le directeur de la PNA le 14 Décembre 2011.

11) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 44.281.408 FCFA /HT-HD avec SOPHIA SECURIS Km 2, Boulevard du Centenaire de la commune de Dakar

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Le marché a été approuvé le 14/12/2011 par le DIRECTEUR de la PNA.

Le marché a été immatriculé le 26/12/11 et notifié le 09/01/2012 par le directeur de la PNA Mr PAPA BIRAMA NDIAYE.

12) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 18.188.750 F CFA /HT-HD avec WINTHROP PHARMA SENEGAL (Groupe Sanofi Aventis) Km 16, Route de Rufisque

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Le marché a été approuvé le 14 Décembre 2011 par le DIRECTEUR DE LA PNA DR PAPA BIRAMA NDIAYE. Toutefois, le marché n'a pas fait l'objet d'immatriculation et de notification.

13) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 149 750 000 F CFA /HT-HD avec VALDAFRIQUE LABORATORIES CANONNE SA, Route de Diokoul – Rufisque Sénégal

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA. Le marché a été approuvé le 21/12/2011 par Dr Mame Mbacke Ndiaye SENE PCA après signature du Dr Papa Birama Ndiaye le 28/09/2011. Le marché a été immatriculé à la date du 26/12/2011 et a été notifié au titulaire à la date du 09/01/2012.

14) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 88.345.076 F CFA /HT-HD avec LABORATOIRES LAFRAN 12, Rue Jacquard ZI la Madeleine, 27000- France

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM n° 00274/MSP/PNA/DIR/CPM du 24/01/11. Le marché a été approuvé le 21/12/2011 par le PCA de la PNA DR MAME MBACKE NDIAYE SENE. Le marché a été immatriculé le 26/12/11 et notifié le 09/01/2012 par le directeur de la PNA Mr PAPA BIRAMA NDIAYE.

15) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 98.623.980 FCFA /HT-HD avec CSEP, 76 AVENUE DU MIDI 63802 COURNON D'Auvergne, FRANCE

Le marché n'est pas indiqué dans le PPM de la gestion 2011 de PNA. Le marché a été approuvé le 21 Décembre 2011 par le Dr Mame Mbacke Ndiaye Sene après signature du Dr Papa Birama Ndiaye. Le marché a été immatriculé à la date du 26/12/2011 et a été notifié au titulaire à la date du 09/01/2012.

16) ENTENTE DIRECTE relative à la FOURNITURE DE MEDICAMENTS, ESSENTIELS, GENERIQUES ET CONSOMABLES PHARMACEUTIQUES pour un montant de 113.726.960 F CFA /HT-HD avec CARREFOUR MEDICAL, Vdn Sacré cœur 3 n° 9365

Le marché a été approuvé le 21 Décembre 2011 par le PCA DR MAME MBACKE NDIAYE SENE. Le marché n'a pas fait l'objet d'immatriculation et de notification.

D) DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

1/ DRP POUR FOURNITURE CONSOMMABLES INFORMATIQUES

Les candidats ont été saisis par les lettres d'invitation : **N°0733-0734-0735-0736-0737/MSP/PNA/DIR/SAF/DAF** en date du **31/03/2011**.

Il s'agit de :

1/ Atlantic burotic informatique Sicap Amitié 2 Villa N°4238

2/ Entreprise Touba Négoce Parcelles Assainies Unité 18 N°299

3/ ETS CISSE & FRERES Rue 19 X Blaise Diagne Dakar

4/ MICROMAINT Sicap LIBERTé 1 Villa N° 1274

5/ Trading Solution Afrique 35, Mermoz Pyrothechnique

A l'ouverture des plis, **quatre (05) soumissionnaires ont répondu, à savoir :**

1/ ENTREPRISE TOUBA NEGOCE	: 13.993.620 FCFA
2/ CISSE & FRERES	: 14.230.800 FCFA
3/ ATLANTIC BUROTIC INFORMATIQUE	: 14.426.680 FCFA
4/ TRADING SOLUTION AFRIQUE (TSA)	: 14.485.680 FCFA
5/ MICRO MAINT	: 14.630.112 FCFA

Le soumissionnaire, ENTREPRISE TOUBA NEGOCE qui a offert l'offre conforme évaluée la moins-disante, a été déclaré attributaire provisoire par la Commission des Marchés pour un montant de 13.993.620 FCFA

2/ DRP POUR FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES BUREAUTIQUES

Les lettres d'invitation n° 00738/ 0739/0740/0741/0742/MSP/PNA/SAF/DAF du 31/03/11 ont été envoyées aux fournisseurs ci-après :

1/ KASSAR TECHNOLOGIES

2/ SIPREX

3/ PAPEX

4/ PRESTILUX

5/ PAPETERIE OUEST AFRICAINE

A l'ouverture des offres, cinq **(05) soumissionnaires ont répondu, à savoir :**

1/ KASSAR TECHNOLOGIES	: 16.814.705 F CFA
2/ SIPREX	: 16.813.893 F CFA
3/ PAPEX	: 16.472.977 F CFA
4/ PRESTILUX	: 15.472.780 F CFA
5/ PAPETERIE OUEST AFRICAINE	: 14.219.472 F CFA

Le soumissionnaire, PAPETERIE OUEST AFRICAINE qui a offert l'offre conforme évaluée la moins-disante, a été déclaré attributaire provisoire par la Commission des Marchés pour un montant de 14.219.472 FCFA

3/ DRP POUR REPARATION CAMION RENAULT

Les lettres d'invitation n° 0825/0826/0827/0828/0829/ MSP/PNA/DIR/SAF/DAF du 18/04/11 , ont été envoyées aux fournisseurs ont été envoyées aux fournisseurs ci-après :

1/ SERA

2/ L'AFRICAIN DE L'AUTOMOBILE

3/ LA SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE

4/ CFAO SENEGAL

5/ ESPACE AUTO

A l'ouverture des offres, un **(01) seul soumissionnaire a répondu, à savoir :**

1/ SERA : 14.322.950 FCFA

Le soumissionnaire, SERA qui a offert l'offre conforme évaluée la moins-disante, a été déclaré attributaire provisoire par la Commission des Marchés pour un montant de 14.322.950 FCFA

4/ DRP POUR FOURNITURE ET INSTALLATION DE SPLIT A LA PNA

Les candidats ont été saisis par des lettres qui n'ont pas été fournies dans le dossier. Il s'agit des six(06) candidats ci-après :

1/ Cassis Froid

2/ Convergence Technologies

3/ Matforce

4/ CFE Ingénierie

5/ CCBM electronics

6/ SECOMDIS

Le soumissionnaire, Cassis Froid qui a offert l'offre conforme évaluée la moins-disante, a été déclaré attributaire provisoire par la Commission des Marchés pour un montant de 11.406.234 FCFA HD/HT

4.2.2- AVIS D'APPELS D'OFFRES (A.A.O)

4.2.2.1- Rappels succincts

Les A.A.O doivent être en stricte conformité avec les règles applicables aux publicités et aux communications visées à **l'article 56 du code** et leur élaboration doit être conforme aux termes de **l'article 66 dudit code** (selon les modèles-types spécifiés par l'ARMP.)

4.2.2.2- Constats spécifiques

Nous n'avons pas de constats particuliers à formuler sur les avis d'appels d'offres de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.2.3- Commentaires spécifiques

Nous n'avons pas de commentaires particuliers sur les avis d'appel d'offres de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.3- RECEPTION ET OUVERTURE DES PLIS

4.2.3.1- Rappels succincts

La présentation des offres et l'ouverture des plis sont des procédures strictement assujetties à des règles communes édictées respectivement aux articles 61 et 62, d'une part et d'autre part à l'article 67 du code.

4.2.3.2- Constats spécifiques

Nous n'avons pas de constats particuliers sur la présentation des offres et l'ouverture des plis de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.3.3- Commentaires spécifiques

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur la présentation des offres et l'ouverture des plis de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.4- EVALUATION DES OFFRES ET ATTRIBUTION DES MARCHES

4.2.4.1- Rappels succincts

Avant de procéder à l'analyse, à l'évaluation et à la comparaison des offres, la commission des marchés compétente procède à un examen préliminaire, afin de déterminer si les candidatures sont recevables en application de l'article **43 et du décret n°2007-545 du 25 avril 2007**, et sont accompagnées des pièces mentionnées à l'article 45 du même décret, et rejette les offres non recevables.

La commission détermine ensuite si les offres sont conformes aux conditions et spécifications des cahiers des charges.

Il ne peut y avoir de négociation avec les candidats et aucune modification des offres ou de prix ou de conditions de concurrence ne peut être demandée, offerte ou autorisée. La commission peut toutefois corriger les erreurs purement arithmétiques découvertes au cours de l'examen des offres afin d'en faciliter l'examen, l'évaluation et la comparaison. Cette demande doit être faite par écrit dans le respect strict des cahiers des charges. La réponse doit également être adressée par écrit.

La commission procède ensuite à une évaluation détaillée en fonction des critères établis conformément à l'article 59 du décret n°2007-545 du 25 avril 2007, mentionnés dans le dossier d'appel d'offres. Elle propose à l'autorité contractante l'attribution du marché au candidat qui a l'offre conforme évaluée la moins disante et qui est reconnu réunir les critères de qualification mentionnés dans le dossier d'appel d'offres.

4.2.4.2- Constats spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons pas de constats particuliers sur l'évaluation des offres au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.4.3- Commentaires spécifiques relatifs à l'évaluation

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'évaluation des offres au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.4.4- Constats spécifiques relatifs à l'attribution

Nous n'avons pas de constats particuliers sur l'attribution des marchés au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.4.5- Commentaires spécifiques relatifs à l'attribution

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'attribution des marchés au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.2.5- CAS PARTICULIERS DES MARCHES PAR ENTENTE DIRECTE

4.2.5.1- Rappels succincts

Le recours à la procédure de passation des marchés par entente directe, est strictement assujéti aux termes **des articles 76 et 77 du code**, notamment en ce qui concerne les aspects liés aux avis et autorisations préalables relevant de la DCMP (droit d'exclusivité, secret-défense nationale, sécurité-protection et sureté de l'Etat, marché complémentaire, accords

internationaux de maintien de la paix, mesures de mobilisation générale et de mise en garde, urgence impérieuse).

4.2.5.2- Constats spécifiques

On remarque que les marchés par Entente Directe se révèlent relativement assez élevés par rapport à l'ensemble des marchés passés en 2011 (soit : 47% en nombre et 40% en valeur). Toutefois, cette particularité tient surtout aux spécificités des marchés exécutés par la PNA qui intervient dans le secteur des médicaments et produits pharmaceutiques ou de laboratoires. En tout état de cause, la PNA s'est toujours souciee d'obtenir les autorisations préalables auprès de la DCMP.

4.2.5.3- Commentaires spécifiques

La PNA se singularise par des marchés à gros montants passés par Entente Directe de l'ordre de 40% à quoi s'ajoute une importante part de marchés passés par Appel d'Offres International pour un montant cumulé de l'ordre de 56%.

4.2.6- DELAIS DE PASSATION DES MARCHES

4.2.6.1- Rappels succincts de la réglementation

Si on se réfère au code notamment en ses articles ci-après, portant sur les délais globaux de passation, à savoir :

- . **ARTICLES 63.2 et 63.3** (45Jours pour A.O internationaux et A.O en 02étapes)
- . **ARTICLE 70** (15 Jours à 25 Jours sur demande motivée de l'A.C pour évaluation et comparaison des offres)
- . **ARTICLE 82** (15 Jours : M.I, 30 Jours : D.P, 15 Jours pour évaluation des marchés de Prestations Intellectuelles)
- . **ARTICLES 83 à 91** (attribution, publicité, délai de recours pour un délai pouvant aller de 03 à 10 Jours)

Il est possible de **retenir un chemin critique de longueur estimée à 80 Jours environ** pour la durée globale de la procédure de passation (de l'avis d'appel d'offres à l'attribution)

4.2.6.2- Constats spécifiques concernant les délais de passation

RAS**4.3- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION FINANCIERE****4.3.1- Analyse de la consistance des travaux d'audit financier****4.3.1.1-Concernant les engagements**

L'engagement est défini par l'article 88 du décret 2003-101 du 13 mars 2003 portant règlement sur la comptabilité publique. Comme étant « l'acte par le quel un agent de l'ordre administratif, habilité à cet effet, crée ou constate à l'encontre de l'Etat une obligation de laquelle résultera une charge ».

L'engagement est donc le fait générateur de la dépense, c'est l'acte qui va rendre l'Etat débiteur.

L'engagement est pris par l'ordonnateur dans la limite des crédits disponibles. En effet, cet acte a non seulement un aspect juridique(naissance d'une obligation) , mais aussi comptable :

-l'ordonnateur doit tenir à cet égard une comptabilité des dépenses engagées qui lui permet de connaître à tout moment le montant des crédits disponibles ;

-la proposition d'engagement se matérialise par l'établissement d'un bon de d'engagement en triple exemplaires transmis à l'ordonnateur délégué, qui après visa va donner lieu à l'émission d'un titre de créance adressé au fournisseur et d'un titre de certification destiné à l'administrateur de crédits.

4.3.1.2- Concernant le contrôle et la certification du Service fait

La règle du service fait est un véritable dispositif pour la sécurité des deniers publics. Elle veut que le paiement d'une dette à la charge de l'Etat n'intervienne qu'après exécution par ses partenaires du contrat qui les lie. En d'autres termes, ces derniers ne peuvent prétendre au paiement de leurs droits qu'après avoir rempli leurs obligations-livraisons des fournitures, réalisation de travaux, etc.

Les certifications du service fait, sont faites chaque fois par une commission désignée à cet effet, à la réception des prestations. Elles sont matérialisées par l'établissement d'un procès verbal daté et signé par tous les membres présents.

Il appartient dès lors à l'ordonnateur de vérifier l'existence du service fait. Il le fait lui-même ou par l'intermédiaire d'agents dûment désignés par lui. C'est ainsi qu'il peut s'assurer en recevant le procès verbal de réception que les fournitures ont été livrées.

4.3.1.3- Concernant la liquidation, le mandatement et le paiement des dépenses

Une créance ne peut faire l'objet de liquidation à la charge de la collectivité qu'après un engagement régulier sur des crédits disponibles.

La liquidation a pour objet de vérifier la réalité de la dette et d'arrêter le montant de la dépense. Elle n'intervient qu'après service fait. Vérifier la réalité de la dette consiste à s'assurer que les droits du créancier existent et qu'ils sont exigibles. Arrêter la réalité ces droits consiste à fixer le montant exact de sa créance à la date de liquidation.

La liquidation ne peut donc être faite qu'au vu des titres ou de pièces offrant la preuve des droits acquis par le créancier.

Il faut préciser sur cette étape de la liquidation que, la responsabilité de l'ordonnateur en ce qui concerne la légalité, la régularité et l'exactitude des certifications qu'il délivre engage sa responsabilité personnelle.

Après l'engagement et la liquidation des droits du créancier, il reste le mandatement de la dépense pour permettre aux ayants droits d'entrer dans leurs fonds : c'est ce que l'on appelle également ordonnancement.

4.3.1.4- Limites identifiées de l'audit d'exécution financière

SANS OBJET

4.3.2- Constats sur l'audit de l'exécution financière

4.3.2.1- Concernant la production et la gestion des garanties contractuelles

Nous n'avons pas de constats particuliers sur la production et la gestion des garanties contractuelles au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.3.2.2- Concernant les procédures d'engagement, de liquidation et de mandatement des dépenses

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur l'Engagement, la liquidation et le mandatement au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011.

4.3.2.3- Concernant les modalités de réception et de paiements des prestations contractuelles

Nous n'avons pas de commentaires particuliers à formuler sur les modalités de réception et de paiement des prestations contractuelles au niveau de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement au titre de la gestion 2011

4.4- RESULTATS DES TRAVAUX D'AUDIT DE L'EXECUTION PHYSIQUE**4.4.1- Concernant les travaux routiers**

SANS OBJET

4.4.2- Concernant les constructions de bâtiments et autres travaux de génie civil

SANS OBJET

4.4.3- Concernant les travaux d'alimentation en eau potable et d'assainissement

SANS OBJET

4.4.4- Concernant les travaux dans le secteur pétrolier et maritime

SANS OBJET

4.4.5- Concernant les fournitures diverses et les études

SANS OBJET

CHAPITRE V - RECOMMANDATIONS DE LA MISSION

5.1- RECOMMANDATIONS GENERALES

5.1.1- Recommandations relatives au système d'archivage

Un système de classement et d'archivage est mis en place. Il gagnerait à être plus efficace pour mieux être en conformité avec les recommandations du code et des directives de certains bailleurs tels que la Banque Mondiale.

L'objectif étant que les dossiers des marchés soient immédiatement disponibles pour toute mission de contrôle.

Au demeurant, il est recommandé une plus grande attention sur les aspects suivants :

- . Photocopier systématiquement et classer contre décharge toute pièce retirée d'un dossier ou envoyé à la DCMP ou à l'ARMP (arrêtés, décisions, chartes, PPM, AGPM, garanties des candidats, justificatifs de règlement, lettres de réclamations et de recours, etc.)

- . Privilégier l'usage de pochettes pour l'archivage plutôt que des chemises à sangle afin de réduire les risques de perte de documents (ex: une feuille qui tombe de la chemise par glissement)

- . Dédier spécialement un local destiné à l'archivage et embaucher, dès que possible, un Archiviste capable d'assurer une gestion électronique des dossiers du fait du nombre très important des DAC et de leur complexité.

5.1.2- Recommandations relatives aux rapports d'experts indépendants

Nous n'avons pas de recommandation à formuler sur les rapports d'experts indépendants.

5.1.3- Recommandations concernant les missions de contrôle a posteriori

Partant du constat que les missions **de revue de LA GESTION 2011 se sont déroulées durant le premier trimestre de l'année 2013**, il serait judicieux de prendre certaines dispositions tendant à corriger ce décalage afin d'éviter les observations ci-après, formulées par certaines autorités contractantes, et qui paraissent fondées, à savoir :

- a) Les constats divers sur la passation des marchés (anomalies, non-conformités) ainsi que les recommandations qui en découleraient, formulées par les cabinets d'audit ne sont connues des A.C concernées qu'à l'année N+2 et n'auraient ainsi aucun impact sur la correction d'éventuelles mauvaises pratiques à l'année N+1 (qui aurait du être l'année d'application des bonnes pratiques recommandées !)
- b) Les risques de disparition (volontaire ou non !) de documents de marchés s'accroissent surtout du fait d'un système de classement et d'archivage défectueux ou du fait des nombreux changements, découpages et reconfigurations au niveau des AC (notamment celles relevant de certains ministères à forte tendance à mutations : infrastructures, mines, énergie, tourisme, artisanat, commerce, industrie, etc.)

5.2- RECOMMANDATIONS SPECIFIQUES

5.2.1- Concernant le fractionnement

Nous n'avons pas décelés de fractionnements, donc nous n'avons par conséquent pas de recommandations spécifiques concernant ce point au titre de la gestion 2011

5.2.2- Concernant la gestion du processus de passation des marchés

Compte tenu du caractère spécifique des marchés passés par la PNA, on a l'impression que ce sont toujours les mêmes candidats qui soumissionnent au plan national comme au plan international. Ainsi, il serait plus judicieux de procéder, au début de chaque année, à une pré qualification sur la base de critères bien définis par des spécialistes. Cela aurait l'avantage d'écarter d'office, certains candidats non qualifiés bien que moins disants d'une part, et d'autre part, de diminuer le nombre des marchés à passer par entente directe.

5.2.3- Concernant la gestion et le contrôle des marchés par Entente Directe

Il est fortement recommandé, du fait de l'importance relative des marchés passés par Entente Directe (soit 40 % en valeur relative et plus de 2,6 MILLIARDS en valeur absolue), de procéder systématiquement à une préqualification des candidats, au début de chaque année. Cette procédure permettra de cibler les fournisseurs les plus professionnels du secteur si sensible des produits pharmaceutiques, tout en minimisant le recours au mode de passation par Entente Directe.

5.2.4- Concernant l'attribution des marchés

Nous n'avons pas de recommandations à formuler sur l'attribution des marchés au titre de la gestion 2011